

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.363/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.363/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mai 2002, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux modalités d'application de la preuve de collecte, de triage et de la réutilisation et/ou du recyclage des appareils photos jetables", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 18 et 25 septembre 2002, a donné, à cette dernière date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 mei 2002 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de modaliteiten inzake het bewijs van ophaling, sortering en het hergebruik en/of de recyclage van de wegwerpfototoestellen", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 18 en 25 september 2002, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. L'arrêté examiné tend à mettre en oeuvre l'article 376, § 2, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par lequel le Roi est habilité à déterminer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres les modalités d'application de la preuve de la réutilisation ou du recyclage des appareils photos jetables réceptionnés auprès des laboratoires de développement en Belgique.

Les articles 2 à 4 organisent les différentes étapes préalables au recyclage ou à la réutilisation, notamment la collecte des appareils dans des containers, la réception des containers, leur acheminement vers un centre de triage, la certification de ces étapes, diverses mesures de poids, etc., de manière à permettre de prouver que les quantités reçues par les laboratoires correspondent à celles enregistrées par les centres de triage. Ceux-ci ont notamment pour tâches, selon l'article 2, 3°, troisième et quatrième tirets, de "séparer des carcasses les piles y encore contenues (...)" et de "séparer des carcasses tous les autres éléments devant être éliminés comme déchets (...)" ⁽¹⁾, seules les carcasses devant faire l'objet, selon l'article 5, d'un "enlèvement" par le redevable de la taxe ou le tiers qui le représente, pour être expédiées auprès d'un recycleur/réutilisateur; un accord doit alors être conclu entre le redevable et ce dernier en vue d'un recyclage ou d'une réutilisation. L'article 7, alinéa 1^{er}, confirme au demeurant que la certification visée par cette disposition porte sur la capacité de "réutiliser/recycler 80 % en poids des carcasses qui (...) sont expédiées (au recycleur/réutilisateur)". La satisfaction de cette proportion de 80 % ne peut être vérifiée que par la comparaison, rendue possible par les données et les documents visés à l'article 6, entre le poids réutilisé ⁽²⁾ ou recyclé des carcasses dans les installations agréées du réutilisateur/recycleur ⁽³⁾, et les quantités de ces mêmes carcasses enlevées par

⁽¹⁾ Voir aussi l'article 4, § 3, 2° et 3°, du projet.

⁽²⁾ La réutilisation n'a pas été visée à l'article 6, alinéa 2, 3°, de l'arrêté; il y a lieu d'y ajouter les mots "réutilisé ou" avant "recyclé".

⁽³⁾ Article 6, alinéa 2, 3°, de l'arrêté en projet.

le redevable auprès du centre de triage ⁽⁴⁾. Il en résulte que les piles et ce que les centres de triage estiment pouvoir éliminer comme déchets sont soustraits à la production d'éléments de preuve de la réutilisation ou du recyclage des appareils photos jetables. La circonstance selon laquelle une comptabilité doit être tenue des piles et des "déchets" retirés au sein des centres de triage ne permet pas de rencontrer la difficulté puisque, contrairement à ce qui concerne les carcasses, cette comptabilité ne porte pas sur une répartition par marque et que c'est celle-ci qui permet l'identification du redevable de la taxe. L'arrêté en projet ne vise d'ailleurs la proportion de 80 % qu'à l'égard des carcasses.

Or, aux termes de l'article 376, § 2, précité de la loi du 16 juillet 1993, la preuve du recyclage ou de la réutilisation à concurrence de 80 % doit porter sur les appareils photos complets, et non sur la seule carcasse de ces appareils. Le dispositif doit être complété afin de tenir compte de cette observation.

2. L'arrêté en projet présente de nombreuses imperfections sur le plan légistique. Il doit y être remédié, en se conformant aux règles énoncées dans la circulaire de légistique formelle ⁽⁵⁾.

A titre d'exemple, lorsqu'un article est divisé en paragraphes, comme c'est le cas pour l'article 4, toutes les divisions de l'article doivent faire partie des paragraphes créés. Le début de l'article 4 doit donc constituer le paragraphe 1^{er}.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

⁽⁴⁾ Article 6, alinéa 2, 1°, de l'arrêté en projet.

⁽⁵⁾ Légistique formelle - Recommandations et formules (<http://www.raadvst-consetat.be>).

1. Selon le fonctionnaire délégué, "l'agrément des missions" signifie que l'organisme désigné ou mis en place par le redevable doit avoir pour objet les missions visées dans l'arrêté en projet. C'est donc à tort que l'arrêté en projet fait référence au mécanisme d'agrément qui, en réalité, n'est pas d'application dans le régime instauré. Les mots "agréées par l'Administration" doivent dès lors être omis.

2. Au 4°, les mots "tel que spécifié ci-après;" doivent être remplacés par les mots "visé à l'article 4;".

Article 4

La terminologie utilisée doit être uniforme. Ainsi dans le paragraphe 2 en projet devenant le paragraphe 3, (cfr. observation générale 2) les mots "bons d'envois" doivent être remplacés par les mots "bons d'expédition" visés dans la première phrase, deuxième tiret, de l'article en projet (devenant le paragraphe 1^{er}). Cette remarque vaut également pour le paragraphe 6 en projet (devenant le paragraphe 7). En ce qui concerne le texte néerlandais, il est renvoyé à l'exemple qui figure dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7

A l'alinéa 2, il convient d'écrire que l'attestation a une durée de validité non limitée dans le temps.

Article 8

Le mot "organisation" doit être remplacé par le mot "organisme".

.../...

Article 9

En vertu de l'alinéa 3, "l'exonération accordée par l'Administration revêt un caractère conditionnel" et "revêtira un caractère définitif lorsque le redevable aura démontré à la satisfaction de l'Administration que toutes les conditions requises pour en bénéficier ont été remplies".

Ce mécanisme n'est pas admissible au regard de la sécurité juridique. Celle-ci requiert que l'arrêté en projet énonce clairement l'ensemble des conditions auxquelles l'exonération est subordonnée. Selon le fonctionnaire délégué, ces conditions consistent en des pièces à joindre et dont la liste varie en fonction de la situation spécifique de chaque redevable. Etant donné que ces situations constituent des catégories objectivables, deux possibilités s'offrent à l'auteur du projet : soit il annexe la liste des pièces à l'arrêté en projet, soit il habilite le Ministre des Finances à fixer cette liste.

Article 10

Dans les circonstances présentes, la rétroactivité de l'arrêté en projet peut être admise à condition qu'il soit établi que les modalités de preuve de collecte, de triage, de réutilisation et de recyclage des appareils photos jetables fixées, correspondent à celles qui ont été appliquées dans les faits depuis le 1^{er} janvier 1996.

Observations finales d'ordre linguistique concernant le texte néerlandais

.../...

Le texte néerlandais du projet est de qualité médiocre et doit être consciencieusement revu.

Sous réserve des observations qui précèdent, de nombreuses propositions de texte sont formulées ci-après :

Intitulé

Il y a lieu d'écrire :

"Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor het leveren van het bewijs van ophaling, sortering, hergebruik en/of recyclage van wegwerpfototoestellen."

Dispositif

Article 1^{er}

Au premier tiret le mot "karkassen" doit être remplacé par le mot "omhulsels". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au même tiret le mot "filmontwikkelingslaboratoria" doit être remplacé par les mots "laboratoria waar films worden ontwikkeld". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet, ainsi que pour le mot "ontwikkelingslaboratoria".

Article 2

.../...

Les mots "het organisme" et "aanduiden" doivent être remplacés respectivement par les mots "de instelling" et "aanwijzen". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Les mots "deze laatste" et "in de plaats stelt" doivent être remplacés respectivement par les mots "deze" et "opricht".

Au 1°, deuxième tiret, le mot "toelaten" doit être remplacé par les mots "mogelijk maken".

Au même 1°, troisième tiret, il y a lieu d'écrire "exemplaar 1" au lieu de "het exemplaar 1". Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'ensemble du projet.

Au 2°, l'expression "beroep doen op" doit être remplacée par l'expression "een beroep doen op". Cette observation vaut également pour le 3°.

Il est indiqué de traduire les mots "collecte/collecter" toujours par "ophalen/ophaling" et de ne pas utiliser le mot "inzamelen".

Au 3°, deuxième tiret, le mot "desgevallend" doit être remplacé par les mots "in voorkomend geval". Cette observation vaut également pour l'article 7, troisième alinéa.

Au 3°, troisième tiret, les mots "afzonderen" et "specifieke" doivent être remplacés respectivement par les mots "daaruit halen" et "speciale".

Le 3°, quatrième tiret, doit être rédigé comme suit : "uit de omhulsels alle andere onderdelen halen die als afval moeten worden verwijderd, ze wegen en opslaan in speciale containers".

Le 3°, cinquième tiret, doit être rédigé comme suit : "de omhulsels per merk sorteren, ze wegen en opslaan in speciale containers".

Au 5°, il y a lieu d'écrire "er verantwoording voor afleggen".

Article 3

Il y a lieu d'écrire : "... gelijk is aan het ... gewicht van de omhulsels, de batterijen en het afval, met dien verstande dat, wat betreft de afsluiting van ... (la suite comme au projet)".

Article 4

Au paragraphe premier (devenant le paragraphe 2), a), premier alinéa, deuxième tiret, le mot "verantwoordelijke" doit être remplacé par le mot "aangestelde". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au paragraphe premier (devenant le paragraphe 2), a), deuxième alinéa, troisième tiret, les mots "toe te laten" doivent être remplacés par les mots "in staat te stellen".

Au paragraphe 5 (devenant le paragraphe 6) les mots "neemt ... in rekening" doivent être remplacés par les mots "neemt ... op".

Article 5

Dans la phrase introductive le mot "verzekert" doit être remplacé par les mots "zorgt ... voor".

Article 6

A l'alinéa 2, troisième tiret, le mot "certificeringsorganisme" doit être remplacé par le mot "certificeringsinstantie". Cette observation vaut également pour l'article 7, premier et troisième alinéas.

Article 8

Au point b) les mots "ten laatste" doivent être remplacés par le mot "uiterlijk".

Au même point b), dernier tiret, les mots "ten indicatieve titel" doivent être remplacés par les mots "ter informatie".

Article 9

A l'alinéa premier, premier tiret, il y a lieu d'écrire "in het verbruik brengt".

A l'alinéa 2, les mots "worden gecommercialiseerd" doivent être remplacés par les mots "in de handel worden gebracht".

Au troisième tiret, les mots "van zodra" et "om er van te genieten" doivent être remplacés respectivement par les mots "zodra" et "om ze te genieten".

.../...

Article 11

Il y a lieu d'écrire : "... is belast met ...".

Algemene opmerkingen

1. Het voorliggende besluit strekt tot uitvoering van artikel 376, § 2, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, naar luid van welke bepaling de Koning gemachtigd is om bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels te bepalen voor het leveren van het bewijs dat de wegwerpfototoestellen die in België ingezameld worden bij laboratoria waar films worden ontwikkeld, hergebruikt of gerecycleerd worden.

In de artikelen 2 tot 4 worden de verschillende stappen geregeld die voorafgaan aan de recyclage of het hergebruik, namelijk het ophalen van de toestellen in containers, het in ontvangst nemen van de containers, het verzenden van die containers naar een sorteercentrum, het verklaren dat die stappen zijn doorlopen, verschillende wegingen, enz., opdat het bewijs kan worden geleverd dat de hoeveelheden die de laboratoria ontvangen hebben, overeenstemmen met die welke de sorteercentra hebben geregistreerd. De sorteercentra hebben, volgens artikel 2, 3°, derde en vierde streepje, inzonderheid tot taak de batterijen die zich nog in de omhulsels ⁽¹⁾ bevinden daaruit te halen en van de omhulsels alle andere onderdelen te scheiden alvorens deze onderdelen als afval te verwijderen ⁽²⁾. Volgens artikel 5 dient de belastingplichtige of de derde die hem vertegenwoordigt alleen de omhulsels op te halen en ze te verzenden naar een recycleerder of hergebruiker, met welke persoon de belastingplichtige een akkoord moet sluiten met het oog op de recyclage of het hergebruik. In artikel 7, eerste lid, wordt overigens bevestigd dat de certificering waarvan in die bepaling sprake is, betrekking heeft op de capaciteit "om 80 % van het gewicht van de karkassen (lees : "omhulsels") die aan de recycleerder/hergebruiker worden toegezonden te recycleren/hergebruiken. Of dat aandeel van 80 % wordt gehaald, kan alleen worden nagegaan door het vergelijken, aan de hand van de gegevens en documenten waarvan in artikel 6 sprake is, van het gewicht

⁽¹⁾ Zie infra, "Slotopmerking van taalkundige aard betreffende de Nederlandse tekst".

⁽²⁾ Zie ook artikel 4, § 3, 2° en 3°, van het ontwerp.

aan omhulsels dat hergebruikt ⁽³⁾ of gerecycleerd is in de erkende installaties van de hergebruiker/recycleerder ⁽⁴⁾ met de hoeveelheid omhulsels die de belastingplichtige bij het sorteercentrum heeft opgehaald ⁽⁵⁾. Daaruit volgt dat de batterijen en wat de sorteercentra beschouwen als afval dat verwijderd mag worden, niet kunnen worden aangevoerd om te bewijzen dat wegwerpfototoestellen hergebruikt of gerecycleerd worden. De omstandigheid dat van de batterijen en van het "afval" dat in de sorteercentra verwijderd wordt een boekhouding moet worden bijgehouden, maakt het niet mogelijk dat probleem weg te werken, aangezien die boekhouding, in tegenstelling tot hetgeen voor de omhulsels geldt, geen onderverdeling volgens merk omvat en net die onderverdeling het mogelijk maakt te constateren wie de heffing verschuldigd is. In het ontworpen besluit wordt overigens alleen naar het aandeel van 80% verwezen in verband met de omhulsels.

Naar luid van het voormelde artikel 376, § 2, van de wet van 16 juli 1993 moet evenwel bewezen worden dat een recyclage- of hergebruikpercentage van 80 % wordt gehaald voor de volledige fototoestellen en niet voor alleen de omhulsels van die toestellen. Het dispositief dient zo te worden aangevuld dat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

2. Het ontworpen besluit vertoont uit wetgevingstechnisch oogpunt tal van onvolmaaktheden. Die moeten verholpen worden door de regels te volgen die vermeld staan in de circulaire betreffende de wetgevingstechniek ⁽⁶⁾.

Bij wijze van voorbeeld wordt erop gewezen dat wanneer een artikel in paragrafen is onderverdeeld, zoals het geval is met artikel 4, elke onderverdeling van het

⁽³⁾ In artikel 6, tweede lid, 3°, van het besluit wordt het hergebruik niet vermeld. De woorden "hergebruikt of" dienen te worden ingevoegd voor het woord "gerecycleerd".

⁽⁴⁾ Artikel 6, tweede lid, 3°, van het ontworpen besluit.

⁽⁵⁾ Artikel 6, tweede lid, 1°, van het ontworpen besluit.

⁽⁶⁾ Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules (<http://www.raadvst-consetat.be>).

artikel tot een van de ontworpen paragrafen moet behoren. De tekst waarmee artikel 4 aanvraagt moet dus paragraaf 1 worden.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt "de erkenning van taken" in dat de instelling die door de belastingplichtige wordt aangewezen of opgericht tot doel moet hebben de taken uit te voeren waarvan in het ontworpen besluit sprake is. In het ontworpen besluit wordt dus ten onrechte gewerkt met het mechanisme van de erkenning, welk mechanisme in de ingestelde regeling in feite niet van toepassing is. De woorden "door de Administratie erkende" dienen dan ook te vervallen.

2. In onderdeel 4° dienen de woorden "het hierna beschreven systeem" te worden vervangen door de woorden "de in artikel 4 beschreven regeling".

Artikel 4

Er moet gezorgd worden voor eenheid van de terminologie. Zo schrijve men in de bepaling die paragraaf 1 wordt (zie algemene opmerking 2) "doorlopend genummerde ...bonnen" in plaats van "doorlopend genummerde ...bons" (eerste streepje) en "ononderbroken genummerde ...bonnen" (tweede streepje). Wat de Franse tekst betreft, wordt verwezen naar het voorbeeld in de Franse versie van dit advies.

Artikel 7

.../...

In de Franse tekst van het tweede lid moeten de woorden "validité indéterminée" worden vervangen door de woorden "durée de validité non limitée dans le temps".

Artikel 8

De woorden "Het ... aangeduide organisatie" dienen te worden vervangen door de woorden "De ... aangewezen instelling".

Artikel 9

Volgens het derde lid heeft de vrijstelling die door de administratie wordt toegekend een voorwaardelijk karakter en krijgt ze een definitief karakter zodra de belastingplichtige tot voldoening van de administratie heeft aangetoond dat voldaan is aan alle gestelde voorwaarden om ze te genieten.

In het licht van het beginsel van de rechtszekerheid kan deze regeling niet worden aanvaard. Krachtens dat beginsel moeten alle voorwaarden waarvan de vrijstelling afhankelijk is duidelijk in het ontworpen besluit worden aangegeven. Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn die voorwaarden in feite bij te voegen stukken waarvan het aantal varieert naargelang van de specifieke situatie van elke belastingplichtige. Aangezien die situaties objectiveerbare categorieën vormen, beschikt de steller van het ontwerp over twee mogelijkheden : ofwel neemt hij de lijst van de stukken op in een bijlage bij het ontworpen besluit, ofwel machtigt hij de Minister van Financiën die lijst vast te stellen.

Artikel 10

In de omstandigheden van deze zaak kan worden aanvaard dat het ontworpen besluit terugwerkt op voorwaarde dat aangetoond wordt dat de nadere regels

.../...

die vastgesteld worden voor het leveren van het bewijs dat wegwerpfototoestellen opgehaald, gesorteerd, hergebruikt en gerecycleerd worden, overeenstemmen met de nadere regels die sedert 1 januari 1996 in de praktijk worden toegepast.

Slotopmerkingen van taalkundige aard betreffende
de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats en dient zorgvuldig te worden nagekeken.

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen worden hierna tal van tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Men schrijve : "Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor het leveren van het bewijs van ophaling, sortering, hergebruik en/of recyclage van wegwerpfototoestellen".

Dispositief

Artikel 1

In het eerste streepje dient het woord "karkassen" te worden vervangen door het woord "omhulsels". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In datzelfde eerste streepje wordt het woord "filmontwikkelingslaboratoria" het best vervangen door de woorden "laboratoria waar films worden ontwikkeld". Deze

.../...

opmerking geldt voor het gehele ontwerp en eveneens voor het woord "ontwikkelingslaboratoria".

Artikel 2

De woorden "het organisme" en "aanduiden" dienen respectievelijk te worden vervangen door de woorden "de instelling" en "aanwijzen". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

De woorden "deze laatste" en "in de plaats stelt" behoren respectievelijk te worden vervangen door de woorden "deze" en "opricht".

In onderdeel 1°, tweede streepje, dient het woord "toelaten" te worden vervangen door de woorden "mogelijk maken".

In datzelfde onderdeel 1°, derde streepje, schrijf men "exemplaar 1" in plaats van "het exemplaar 1". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor het hele ontwerp.

In onderdeel 2° dient de uitdrukking "beroep doen op" te worden vervangen door de uitdrukking "een beroep doen op". Deze opmerking geldt eveneens voor onderdeel 3°.

Het verdient aanbeveling om ter vertaling van het Franse "collecte/collecter" steeds "ophalen/ophaling" te bezigen en geen gebruik te maken van het woord "inzamelen".

In onderdeel 3°, tweede streepje, dient het woord "desgevallend" te worden vervangen door de woorden "in voorkomend geval". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7, derde lid.

In onderdeel 3°, derde streepje, dienen de woorden "afzonderen" en "specifieke" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "daaruit halen" en "speciale".

Onderdeel 3°, vierde streepje, dient als volgt te worden gesteld : "uit de omhulsels alle andere onderdelen halen die als afval moeten worden verwijderd, ze wegen en opslaan in speciale containers".

Onderdeel 3°, vijfde streepje, zou als volgt moeten worden geredigeerd : "de omhulsels per merk sorteren, ze wegen en opslaan in speciale containers".

In onderdeel 5°, schrijve men "er verantwoording voor afleggen".

Artikel 3

Men schrijve : "... gelijk is aan het ... gewicht van de omhulsels, de batterijen en het afval, met dien verstande dat, wat betreft de afsluiting van ... (voorts als in het ontwerp)".

Artikel 4

In paragraaf 1 (die paragraaf 2 wordt), a), eerste lid, tweede streepje, dient het woord "verantwoordelijke" te worden vervangen door het woord "aangestelde". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In paragraaf 1 (die paragraaf 2 wordt), a), tweede lid, derde streepje dienen de woorden "toe te laten" te worden vervangen door de woorden "in staat te stellen".

In paragraaf 5 (die paragraaf 6 wordt) dienen de woorden "neemt ... in rekening" te worden vervangen door de woorden "neemt ... op".

Artikel 5

In de inleidende zin dient het woord "verzekert" te worden vervangen door de woorden "zorgt ... voor".

Artikel 6

In het tweede lid, derde streepje, dient het woord "certificeringsorganisme" te worden vervangen door het woord "certificeringsinstantie". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7, eerste en derde lid.

Artikel 8

In punt b) dienen de woorden "ten laatste" te worden vervangen door het woord "uiterlijk".

In datzelfde punt b), laatste streepje, dienen de woorden "ten indicatieve titel" te worden vervangen door de woorden "ter informatie".

Artikel 9

In het eerste lid, eerste streepje, schrijve men "in het verbruik brengt".

In het tweede lid dienen de woorden "worden gecommercialiseerd" te worden vervangen door de woorden "in de handel worden gebracht".

In het derde lid dienen de woorden "van zodra" en "om er van te genieten" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "zodra" en "om ze te genieten".

Artikel 11

Men schrijve : "... is belast met ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

F. DELPÉRÉE,
F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS